



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
des politiques publiques et  
de l'appui territorial**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT, DES ICPE  
ET DES ENQUÊTES PUBLIQUES

**ARRÊTÉ N° 52-2022-03-00276 DU**

31/03/2022

portant mesure d'urgence sur l'arrêt de l'utilisation du four de décapage et portant mise en demeure de respecter les dispositions prévues au III de l'article 47 (surveillance des émissions sonores) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, au I de l'article 4.1 (rétentions et confinement) du titre « prévention des risques technologiques » de l'arrêté préfectoral du 19 avril 2016, et à l'article 6 (moyens de lutte contre l'incendie) de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2021.

**Société SNDPL**

**Commune de JUZENNECOURT**

La Préfète de la Haute-Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 I et L. 512-20 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2563 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 996 du 19 avril 2016 portant prescriptions pour l'exploitation d'un four et d'une cuve de décapage ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 52202104299 du 23 avril 2021 portant prescriptions pour l'extension d'une activité de traitement par voie chimique ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 10 mars 2022, établi suite à la visite d'inspection du 28 février 2022, et notamment le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesure d'urgence transmis à l'exploitant en recommandé le 10 mars 2022 avec accusé de réception daté du 16 mars 2022, lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses remarques au préfet et à l'inspection des installations classées ;

**VU** l'absence de remarques de l'exploitant sur ces projets d'arrêté annexés au rapport de visite qui lui ont été transmis en recommandé avec accusé de réception conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 1.1 (Prévention de la pollution atmosphérique) de l'arrêté préfectoral n° 996 du 19 avril 2016 dispose que « *L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.[...]* » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 28 février 2022, il a été constaté que l'exploitation et l'entretien du four ne permettent pas de garantir l'acceptabilité des émissions à l'atmosphère, et que l'utilisation de cet outil dans ces conditions présente des risques importants et non maîtrisés, tant sur le plan chronique (émissions dans l'air non-maîtrisées) que sur le plan accidentel (risque d'incendie), et qu'à ce titre, l'exploitant ne respecte pas les dispositions prévues à l'article 1.1 (Prévention de la pollution atmosphérique) de l'arrêté préfectoral n° 996 du 19 avril 2016 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le III de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 dispose que « *L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.* » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 28 février 2022, il a été constaté que l'exploitant n'avait mis en place aucune surveillance des émissions sonores de l'installation, et n'avait pas effectué de mesure du niveau de bruit et de l'émergence, et qu'à ce titre, l'exploitant ne respecte pas les dispositions prévues au III de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le I de l'article 4.1 (rétentions et confinement) du titre « prévention des risques technologiques » de l'arrêté préfectoral du 19 avril 2016 dispose que « *Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:*

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 28 février 2022, il a été constaté qu'une partie des contenants de type GRV (Grands Récipients Vrac) contenant des déchets en phases solides et liquides, n'était pas placés sur rétention, et que la rétention placée sous une partie des contenants n'assurait plus sa fonction car elle était remplie d'eau, et qu'à ce titre, l'exploitant ne respecte pas les dispositions prévues au I de l'article 4.1 (rétentions et confinement) du titre « prévention des risques technologiques » de l'arrêté préfectoral du 19 avril 2016 susvisé ;



**CONSIDÉRANT** que l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2021 dispose que  
« L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à  
défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une citerne souple d'un volume de 120 m<sup>3</sup> (correspondant à 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures), avec  
raccordement DN 100mm selon norme en vigueur,

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement  
répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des  
postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; la distance pour atteindre le plus  
proche extincteur ne doit pas excéder 20 m et ce, à raison d'au moins un extincteur pour 200 m<sup>2</sup> de  
surface de plancher. » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 28 février 2022, il a été constaté que la  
citerne souple d'un volume de 120 m<sup>3</sup> n'était pas en place, et qu'à ce titre, l'exploitant ne respecte pas  
les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2021 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard de ce qui précède, il convient :

- de mettre en œuvre une procédure d'urgence pour imposer la suspension de l'utilisation de  
ce four jusqu'à ce que la démonstration soit faite que le risque est maîtrisé sur le plan chronique et sur  
le plan accidentel ;

- de mettre en demeure la société SNDPL de respecter sous deux mois les dispositions prévues  
au III de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, au I de l'article 4.1 (rétentions et  
confinement) du titre « prévention des risques technologiques » de l'arrêté préfectoral du 19 avril 2016,  
et à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2021 ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

**ARRÊTE :**

#### **Article 1 : Mesure d'urgence**

À partir de la signature du présent arrêté, la Société SNDPL cesse d'utiliser le four de  
décapage mentionné dans le rapport de l'inspection des installations classée du 10 mars 2022,  
jusqu'à ce que la démonstration soit faite que le risque lié à son fonctionnement est maîtrisé.

La démonstration de la maîtrise du risque devra *a minima* porter sur :

- l'acceptabilité des rejets atmosphériques, après avoir dressé une liste des polluants  
présents ou susceptibles d'être présents dans les rejets atmosphériques, dans les conditions  
particulières d'utilisation du four ;

- l'acceptabilité du risque incendie en proposant des mesures conservatoires, permettant  
de faire face aux conditions particulières d'utilisation du four (exemple : présence humaine  
permanente, détection incendie, etc.)

#### **Article 2 : Mise en demeure**

La société SNDPL est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite au 4 route de Saint-  
Martin, 52330 JUZENNECOURT, de respecter dans un délai de deux mois :

- les dispositions prévues au III de l'article 47 (surveillance des émissions sonores) de l'arrêté  
ministériel du 14 décembre 2013 ;
- les dispositions prévues au I de l'article 4.1 (rétentions et confinement) du titre  
« prévention des risques technologiques » de l'arrêté préfectoral du 19 avril 2016 ;
- les dispositions prévues à l'article 6 (moyens de lutte contre l'incendie ) de l'arrêté  
préfectoral du 23 avril 2021 .

### **Article 3 : Sanctions**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 3 : Publicité**

En application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de Haute-Marne et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant mis en demeure et dont copie sera adressée au maire de la commune de Chaumont.

Chaumont, le

31/03/2022

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire général de la préfecture

Maxence DEN HEIJER



### **Voies et délais de recours**

Article L.171-11 du code de l'environnement

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Article R.421-1 du code de justice administrative

Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne), par courrier au 25 rue du Lycée 51036 Chalons en Champagne Cedex ou par le biais de l'application Télérecours citoyen ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) , par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée .